
BARCELONE – Session de travail des dirigeants régionaux et de l’ALAC (13 sur 13)
Mardi 23 octobre 2018 – 17h00 à 18h30 CEST
ICANN63 | Barcelone, Espagne

ALAN GREENBERG: Nous avons deux ordres du jour pour cette réunion. Nous avons Sandra qui va nous parler d’ICANN académie, et des différentes activités qui sont organisées dans le cadre de l’académie d’ICANN. Quelques minutes pour ce premier point.

Et ensuite il nous restera 30 minutes pour une discussion sur ce dont nous allons parler avec les NCSG pendant notre réunion avec eux, si nous voulons être polis ou pas.

Sandra allez-y.

SANDRA HOFERICHTER: Merci de m’avoir invitée. Je suis un petit peu en retard, je m’en excuse.

Beaucoup d’entre vous connaissent déjà l’académie d’ICANN. Depuis qu’elle a été créée, nous avons mis en place de très bons programmes.

Et sur 3 programmes, deux programmes n’ont pas pu être organisés parce qu’on nous a coupé des fonds. Donc nous n’allons pas participer cette année, nous allons voir si nous pouvons organiser quelque chose au niveau de notre communauté.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Mais le programme de leadership, qui est notre premier programme, nous en sommes à la 5^{ième} édition, il y aura un jour en moins pour ce programme. Avant c’était 3 jours, maintenant ce sera 2 jours. Ce sera juste avant la réunion de Kobe. Donc le jeudi et le vendredi.

Ce programme est consacré aux leaders qui entrent à ICANN. Les leaders, ça veut dire les présidents, les secrétaires, les présidents de RALO, les présidents de groupes de travail aussi. Et, par RALO, par région, il y a un siège pour ALAC.

Nous sommes déjà entrés en contact avec les présidents des RALO pour identifier des personnes. Nous ne voulons pas avoir beaucoup de gens de la même région qui s’inscrivent. On voudrait savoir qui va être présenté ou proposé par chaque communauté.

ALAN GREENBERG:

Les années précédentes, les gens devaient se proposer, se présenter, et chaque RALO devait décider ensuite parmi les personnes qui se présentaient. Chaque RALO devait décider qui était soutenu.

Et au niveau de l’académie, nous ne faisons pas de sélection.

SANDRA HOFERICHTER:

Ce sont les RALO qui doivent identifier les personnes et c’est ALAC qui va confirmer pour garantir un bon équilibre entre les leaders qui ont une expérience et ceux qui n’en ont pas.

ALAN GREENBERG: Il me semble me souvenir qu'il y a eu un appel à candidature, si je ne me trompe...

SANDRA HOFERICHTER: Oui, nous avons envoyé un appel aux présidents des RALO. Cela est diffusé sur le site d'ICANN. Mais nous ne l'avons pas publié en proposant que tout le monde se présente, que les personnes qui veulent se présenter se présentent.

Nous avons contacté les présidents de tous les groupes de parties prenantes, nous prenons contact directement avec les présidents parce que nous voulons avoir une approche coordonnée dans chaque groupe de partie prenante.

ALAN GREENBERG: C'est pour ça que nous devons coordonner les personnes qui ont une expérience et celles qui n'en ont pas.

SANDRA HOFERICHTER: Oui. Les RALO vont faire des propositions. L'idéal ce serait un candidat, et ALAC est le comité qui prend la décision finale.

Lorsque nous sommes 5 personnes de ALAC, ça veut dire qu'il y a une bonne représentation de personnes qui connaissent la communauté At-Large et qui peuvent tirer profit et qui peuvent permettre aussi aux autres de connaître ALAC.

Donc c'est important que la communauté At-Large soit représentée et qu'il y ait des personnes qui soient expérimentées et de nouveaux arrivants.

Ici, l'inscription, je ne parle pas ici d'inscription, mais d'enregistrement. Une fois que vous êtes accepté, vous allez vous inscrire ou vous enregistrer. Cet enregistrement a lieu jusqu'au 8 novembre. Donc une fois que vous êtes confirmé par ALAC. Et il faut se dépêcher un petit peu.

Vous trouverez tous les détails sur cette carte que nous avons aussi envoyée aux présidents des RALO.

Donc je voulais vous rappeler, une personne par région soutenue par ALAC jusqu'au 8 novembre. Inscrivez-vous, enregistrez-vous et profitez de cette occasion.

Ensuite, l'autre programme a été créé par le groupe de travail de l'académie de ICANN.

C'est un programme qui se fait dans le cadre du programme de leadership, parce que beaucoup de participants ont dit que le succès d'une réunion dépendait de la qualité et des compétences du président.

Donc le travail doit être fait correctement, sinon il peut y avoir des moments désagréables.

Donc nous en sommes à la deuxième édition de ce programme. Nous avons eu un programme pilote en 2017 lors de la réunion de

Copenhague. Certains d'entre vous ici comme Tijani par exemple, ont participé à cette édition.

Nous en sommes à la deuxième édition, la première a été utile pour apprendre des choses. Ce programme est utile pour présider, pour les présidents d'unités constitutives, de RALO et de groupes de travail. C'est important d'être un président, sinon ça ne vaut pas la peine de faire ce cours.

La façon dont fonctionne ce programme : vous allez vous inscrire, vous allez dire que vous êtes intéressé par ce programme. On propose aussi cela aux coprésidents, ceux qui ont travaillé comme présidents et qui veulent améliorer leurs compétences, donc pour ces contributions que vous allez faire. Et vous enverrez vos commentaires, et comme cela on pourra voir ce qui est efficace en termes de compréhension de la communauté et conseils valables que vous pouvez nous fournir.

Et votre engagement quant au temps ne sera pas très important en tant que président, vous pouvez participer pendant une période de trois mois. Vous devrez engager 3 heures, c'est tout. Parce que vous allez présider, quelqu'un va vous observer, et va vous donner son opinion.

J'ai fait cela l'année dernière, il y avait un commentaire de 30 minutes que je faisais à cette personne, ça a été très utile. Et nous travaillons de manière intercommunautaire, on essaye de mélanger les groupes de façon à mieux comprendre et à mieux se comprendre les uns les autres.

Si vous dites, d'accord, je ne suis pas un président mais j'aimerais bien pouvoir donner mon opinion, contribuer et peut-être aussi apprendre comment faire cela, faire des commentaires sur le travail d'une personne, à ce moment-là je vous invite à vous présenter comme coach.

À ce moment-là vous aurez besoin d'un peu plus de temps. Vous allez avoir un appel de préparation, ensuite une réunion présentielle, vous devrez être d'accord avec les personnes que vous allez coacher. Vous allez devoir participer aux réunions que cette personne préside. Cela peut être une réunion téléphonique ou présentielle. Il faut savoir que ce sont deux choses différentes, c'est pour ça que nous préférons faire les deux choses. Et ensuite on veut avoir l'opinion ; il y aura d'autres réunions pour fournir votre opinion.

Les conditions pour les deux programmes sont que vous aurez un soutien de voyage pour vos Kobe. C'est-à-dire que votre voyage est financé. Et il y aura deux nuits d'hôtel qui seront payées, mais vous devez avoir un financement de votre voyage. C'est important, sinon vous ne pouvez pas participer.

Dernier point, si vous voulez devenir un coach, nous travaillons sur certains critères. Je vois Hadia, qui était dans le groupe qui a mis en place les critères, et les critères auxquels devaient satisfaire les coachs.

D'abord il faut être capable de communiquer et de comprendre l'anglais, de communiquer en anglais, de pouvoir observer une réunion sans utiliser l'interprétation. Vous devez avoir vos voyages

financés, vous devez avoir 7 heures que vous pourrez consacrer à cela, et vous devez avoir une certaine expérience en tant que président à l'ICANN.

Je pense que c'est important parce que seulement ceux qui sont assis ici le savent, savent ce que c'est exactement ce que c'est exactement d'être un président.

Je vais m'arrêter, je répondrai à vos questions.

Merci.

ALAN GREENBERG:

Merci. Deux choses. Vous avez parlé du programme pour les présidents, donc il n'y a pas de financement des voyages, a seulement deux jours d'hôtel qui sont payés ? D'accord.

Et dernier point, auparavant, on pensait que le coprésident allait aider la personne qui était coachée pour les réunions par téléphone, et les réunions présentielle.

Moi, personnellement, j'ai connu le cas où on n'avait pas de réunion présentielle. Peut-être... On m'avait demandé de faire un rapport sur l'expérience, de regarder quelqu'un qui faisait une réunion en face à face, une réunion présentielle qui n'a pas eu lieu.

SANDRA HOFERICHTER: Très bien Alan, parfait. Je n’accepterais pas un président qui soit capable de juger des compétences de présider, qui sont celles de présider une réunion par téléphone, ça ne suffit pas.

ALAN GREENBERG: Ce n’est pas un problème pour moi, c’était juste que je savais qu’il devait y avoir une réunion en présentielle qui n’a pas eu lieu. C’est ce que je voulais vous rapporter.

SANDRA HOFERICHTER: La personne que j’ai suivie, que j’ai coachée était le vice-président, et elle a eu lors de la réunion de Copenhague, la possibilité de présider la réunion et j’ai pu l’observer. Ensuite elle n’a pas eu l’occasion de faire une réunion en téléconférence, donc vous voyez, je n’ai pas fait cette partie-là. Voilà.

Est-ce que vous organisez la queue ? Je vois Tijani.

ALAN GREENBERG: Tijani allez-y.

SANDRA HOFERICHTER: Merci Sandra. J’étais un des coachs, et je coachais quelqu’un qui était le président du NCSG. Et nous avons eu des directions téléphoniques et présentielles à Copenhague, des présidences de réunion des deux types. Donc ça fonctionne très bien.

Nous avons besoin d'autres personnes, on ne peut pas prendre toujours les mêmes personnes. Il nous faut davantage de personnes qui participent. Voilà merci.

ALAN GREENBERG: Vous voulez dire des personnes qui soient coachées ou des coaches ?

TIJANI BEN JEMAA: Les deux.

ALAN GREENBERG: D'accord, les deux. John ? Allez-y.

JOHN LAPRISE: Je voulais juste dire que je viens du programme de leadership, je me suis formé comme cela. À Puerto Rico j'ai eu ma dernière expérience qui était fantastique.

Donc je dirais aux leaders des RALO qui sont ici: allez voir les personnes que vous avez, présentez-les pour ce programme, il est fantastique. Il y a des contacts dans la communauté que je consulte encore aujourd'hui, avec lesquels j'ai encore des relations.

ALAN GREENBERG: Je voudrais demander aux personnes qui n'ont pas participé auparavant et qui n'ont pas eu cette expérience de prendre la parole.

Quand vous parlez de personnes expérimentées, de quoi vous parlez ?

SANDRA HOFERICHTER: Nous donnerons la préférence aux personnes qui n’ont jamais participé. Nous préférons prendre des personnes qui sont tout à fait nouvelles plutôt que des personnes qui font ça pour la deuxième fois. Mais nous pouvons aussi modifier notre politique.

ALAN GREENBERG: Yesim allez-y.

YESIM NAZLAR: Merci. Yesim, du personnel de l’ICANN. Nous avons une question à distance de Judith Hellerstein qui demande : est-ce qu’on peut faire le programme de président si on a déjà fait le programme de leadership ? Merci.

SANDRA HOFERICHTER: Oui, on peut le faire. Et ça peut être un avantage aussi, parce que vous avez déjà une certaine connaissance des compétences de présidence, ça peut vous être utile.

ALAN GREENBERG: Satish.

SATISH BABU:

Merci. Moi je suis un ancien de ce programme interculturel et du programme de formation. Donc le programme interculturel n’existe plus.

Au sujet du programme de leadership, à Kobe, la date limite je crois est au 21 décembre 2018, et il faut avoir déjà ses billets d’avion pour le déplacement. Moi j’ai plusieurs dossiers de candidatures qui nous disent que oui, ils recevront un soutien au niveau des déplacements. Mais qu’est-ce que je peux faire à ce niveau ? Parce que ce n’est pas encore totalement fini, ils n’ont pas encore véritablement leurs billets.

SANDRA HOFERICHTER:

Pour le programme de leadership, la période d’enregistrement la période d’enregistrement est même le 8 novembre, c’est encore plus difficile.

Pour le programme présidents, c’est le 21 décembre. L’autre c’est le 8 novembre, donc c’est difficile au niveau des déplacements.

Je crois que c’est limité aux personnes qui sont absolument sûres qu’elles vont avoir un soutien. Les personnes autour de cette table à l’ALAC sont sûres d’aller à Kobe. Les leaders régionaux, le secrétariat, on est sûr également qu’ils auront leur déplacement pris en compte pour Kobe.

Sinon c’est très difficile, à moins que vous ne trouviez une solution dans votre RALO qui va dire oui, la personne serait la première sur la liste et une autre personne qui a donc son voyage de pris et défalqué par l’ICANN, pourrait prendre sa place.

Mais c'est un problème vraiment logistique. Il faut qu'on sache combien de personnes vont venir pour ce groupe, pour cette formation. On doit organiser toute la logistique, vous le comprenez.

ALAN GREENBERG: Sandra, quand devez-vous voir besoin des noms pour l'académie ?

SANDRA HOFERICHTER: Le 8 novembre.

ALAN GREENBERG: Pourquoi vous avez besoin des noms le 8 novembre ? Si vous le permettez. Je sais qu'on va en avoir besoin bientôt de ces noms, mais.... Je vais d'ailleurs demander à Gisella en ce qui concerne les dates de déplacement, mais pourquoi vous avez besoin d'avoir les noms précisément le 8 novembre ?

SANDRA HOFERICHTER: Et bien nous avons calculé qu'avec toutes les communications que vous devez effectuer, notre expérience a été qu'étant donné que le programme de leadership nécessite des préparations logistiques au niveau des hôtels et ainsi de suite, on doit avoir un groupe finalisé. Au mois de décembre, il n'y a pas grand-chose qui se passe et on a calculé tout ce qui doit être faire. Avec Heidi et Gisella. Heidi est là. Elles peuvent nous confirmer que ça prend du temps de communiquer et d'avoir le groupe au début de l'année. Il y a des demandes de l'ICANN. Tout doit être organisé.

Je crois que Gisella a plus de détails à ce niveau.

ALAN GREENBERG: Quelles sont les dates limites de déplacement pour Kobe ?

GISELLA GRUBER: Le 9 novembre. Et toute réunion prévue avant la réunion publique de l'ICANN doit être soumise en avance, 120 jours en avance, pour que nous puissions louer les locaux.

Donc on a vraiment besoin de tenir les délais.

ALAN GREENBERG: Sergio.

SERGIO SALINAS PORTO: Sandra bonjour. Très heureux de vous revoir. J'ai deux questions pour vous.

Premièrement, je veux être clair, parce que je veux communiquer avec ma région. Est-ce que l'on peut faire cela par téléphone ? Parce qu'il y a un groupe de travail qui existe dans notre région, et peut-être que ça pourrait se faire à distance, par voie téléphonique.

Deuxièmement, s'il y a des ressources en interprétation de disponibles, parce que beaucoup des gens qui vont participer dans les

groupes de travail ont besoin d’interprétation, ils ne parlent pas anglais.

SANDRA HOFERICHTER: Merci beaucoup des questions. Pour le programme de leadership, il n’y a pas d’interprétation pour le programme de leadership. C’est un programme en face à face, c’est un système de réseau si vous voulez.

Et pour ce qui est du programme des compétences en présidence de séance par exemple, il y a une partie téléphonique. On peut prendre une seule partie du programme.

Mais étant donné qu’un de nos critères c’est être en mesure de suivre les communications, sans utiliser les outils d’interprétation, ça va exclure. Mais je comprends bien votre point de vue.

Il se passe beaucoup de choses au téléphone dans d’autres régions du monde et les personnes qui parlent espagnol peuvent peut-être travailler en pair, en binôme.

On peut préparer peut-être cela, mais ça serait au niveau de l’ALAC.

Et l’avantage du programme, c’est que par exemple Tijani a aidé quelqu’un qui était au NCUC, et moi j’étais le coach de quelqu’un d’un autre groupe. Ça c’est peut-être plus difficile de trouver quelqu’un d’une autre entité, d’une autre partie prenante, qui parle couramment l’espagnol. Parce qu’utiliser l’interprétation pour ces programmes, avec tout le feedback et ainsi de suite, les retours d’informations, ce serait très complexe.

Également pour les coachs, il n’y aura pas d’interprétation non plus. On n’a pas le budget nécessaire pour cela, hélas. Pour les coachs, vous devez être en mesure de communiquer couramment en anglais. Si vous êtes hispanophone, on peut essayer de vous affecter à une personne qui également parle espagnol et il est possible de travailler par voix téléphonique.

ALAN GREENBERG: Alfredo.

ALFREDO CALDERON: Bonjour Sandra.

Mon inquiétude, c’était que j’ai vu le dossier de demande de candidature, j’allais le déposer ce dossier, mais la date limite est avant d’avoir le financement, c’est 5 jours plus tard. Je ne veux pas donner de fausses attentes. Et est-ce que l’on peut faire quelque chose dans ce cas de figure ?

SANDRA HOFERICHTER: Je regarde Gisella, et je crois qu’il y a des possibilités de faire des exceptions, 5 jours maximum. Mais je crois que la date limite est aussi pour le personnel mais je ne pense pas que ça posera de problème 5 jours.

ALAN GREENBERG: Donc, on est déjà un quart d’heure en retard, donc Sarah.

SARAH KIDEN: Je voulais vous demander s’il était possible d’avoir un coach en effet qui parle la même langue. Si nous avons par exemple un coach qui parle espagnol et la personne qui reçoit la formation parle espagnol.

SANDRA HOFERICHTER: Mais là vous avez toujours besoin de la partie formation, formation de formateur. Et là il faut comprendre l’anglais, parce que là on n’a pas d’interprétation, vous voyez ?

ALAN GREENBERG; Oui, merci beaucoup.

SANDRA HOFERICHTER: Voilà, j’ai apporté des brochures, je vais les laisser avec le personnel. Et vous avez mon adresse email, n’hésitez pas à me contacter.

ALAN GREENBERG: Il y a eu un changement dans l’ordre du jour. Le NCUC, l’unité constitutive des entités non commerciales va venir nous rejoindre ici dans cette salle. Combien de personnes vont venir nous rejoindre ?

GISELLA GRUBER: Nous aurons donc une vingtaine de personnes de la NCUC, de l’unité constitutive des entités non commerciales. 10 personnes j’espère,

pourront nous rejoindre autour de la table, et nous garderons l’interprétation. C’est un changement de dernière minute.

ALAN GREENBERG:

Donc, dans quelques minutes, nous allons avoir la visite, à 18 heures nous aurons - donc dans une demi-heure – la visite des représentants de l’unité constitutive des entités non commerciales, qui viendront nous rejoindre dans cette salle pour travailler avec nous, et qui bénéficieront donc des services d’interprétation.

Donc on a changé cela au dernier moment, parce qu’on n’a parlé un petit peu, je crois, sur la liste de diffusion, quel sera le ton de la réunion ?

Nous avons eu des interactions intéressantes, des lettres échangées, des courriels, des commentaires à notre sujet, sur la liste du groupe des représentants des entités non commerciales. Je ne sais pas si on va mentionner quoi que soit, est-ce qu’on doit mentionner cela ou pas ? Telle est la question.

Donc, il y a beaucoup d’apartés... Alors, cette réunion, qu’en pensez-vous ? Maureen a une opinion, je la laisse s’exprimer.

MAUREEN HILYARD:

Bon, 20 personnes viennent nous rendre visite, et les commentaires ne venaient que d’une ou deux personnes.

ALAN GREENBERG: C’est noté. John ? Vous vouliez parler John ?

Alors Maureen nous dit qu’on doit être polis et ne pas faire référence aux commentaires parfois désobligeants de certaines personnes.

Donc nous avons une demi-heure. Nous avons Eduardo qui veut prendre la parole.

EDUARDO DIAZ: Est-ce qu’on peut avoir le lien pour lire ces lettres ? Moi, je ne me rappelle pas de quoi ça parlait ces lettres.

ALAN GREENBERG: Merci, très bien. Donc envoyez un lien à Eduardo s’il vous plait.

Je vois plusieurs personnes qui veulent la parole, Tijani, Olivier également, je ne sais pas qui était en premier. Tijani allez-y, sinon je vous ai déjà ignoré aujourd’hui, donc je ne veux pas vous ignorer encore.

TIJANI BEN JEMAA: Merci beaucoup Alan. Ne parlons pas de ces lettres, mais quel sera le contenu de la séance, de quoi va-t-on parler durant cette séance ?

ALAN GREENBERG: Nous été invité par le groupe des représentants des entités non commerciales, mais ce n’est pas moi était chargé de la

communication. Donc... Je ne sais pas exactement, ils veulent nous parler, c'est tout. Ils viennent nous rencontrer pour nous parler.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND: Je suis perdu. Vous savez je suis très fatigué aussi c'est normal. Mais ça nous dit à l'ordre du jour transition vers la salle NCSG du groupe de représentants des entités commerciales qui vient ? Qui vient d'où ?

ALAN GREENBERG: Ça ne compte pas de qui ou d'où ils viennent. Le changement a été effectué il y a seulement une demi-heure.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND: Le changement n'a pas été mis à jour alors.

ALAN GREENBERG: Et bien le personnel va le mettre à jour dès que possible.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND: Oui, parce que c'est le NCSG qui nous avait invités.

ALAN GREENBERG: Mais vous savez cette salle est plus grande, il y a des micros, il y a l'interprétation, donc c'est pour ça que nous l'utilisons et que ces personnes vont venir nous rendre visite.

Cheryl.

CHERYL LANGDON-ORR: Pour rebondir sur ce que Tijani a dit, pour la préparation de notre prochaine réunion, il y a eu beaucoup de débats, et certains d'entre vous, tout comme moi, membre du groupe de représentants des entités non commerciales, certains d'entre vous sont au courant des dialogues.

Et je sais qu'il y a eu beaucoup de discussions sur le mérite de ces réunions d'ailleurs.

Donc je suis sûre qu'il y aura des questions, mais nous sommes un petit peu passif à ce niveau-à.

ALAN GREENBERG: John ?

Attendez, je crois qu'il y a un ordre du jour. Donc position sur les dernières politiques, points communs et divergences, collaborations. Excusez-moi, je n'avais pas vu qu'il y avait cela sur notre propre wiki.

JOHN LAPRISE: Donc, je suis d'accord avec Cheryl. J'ai été approché par des membres de la NCUC, de l'unité constitutive des entités non commerciales qui, lors de conversations, ont parlé des frictions qui existaient ces derniers mois, ou années.

Donc je suis d'accord avec Cheryl, je crois qu'ils vont nous en parler.

ALAN GREENBERG: Bien, plusieurs personnes ont demandé la parole. Wolfgang allez-y.

WOLFGANG KLEINWACHTER: Merci beaucoup ; je suis un membre de la NCUC et d’un RALO, donc j’appartiens aux deux communautés. Et j’ai 20 ans d’expérience chez ICANN.

Donc je pense qu’on peut parler du problème. Au début d’ICANN, ALAC était une société et le mouvement d’At-Large, ce n’était pas encore un comité consultatif. Cela a changé.

Et l’unité constitutive n’est pas un comité consultatif, c’est une organisation de soutien. Donc donner des conseils c’est l’objectif.

Et donc pour ICANN dans sa totalité, je pense que c’est important qu’ICANN ne soit pas capturé par les intérêts commerciaux ou par la communauté technique. Nous devons faire entendre notre voix et celle de la société civile.

Mon observation, c’est que ALAC, à travers les années, avec les années, s’est transformé en un représentant du [PMEE] et n’est plus vraiment une plateforme de la société civile qui représente les utilisateurs finaux. Vous incluez la société civile, mais vous n’êtes pas une organisation de la société civile.

Et je pense que dans le futur, ce serait bien que la composante de la société civile est ALAC et l’orientation du NCUC dans ce sens aussi, pourrait rejoindre leurs approches pour renforcer le rôle de la société civile au sein de l’ICANN.

C’est pour ça que le NCUC a proposé cette réunion conjointe.

Je n’ai pas participé à vos réunions ces dernières années, mais je pense qu’on peut essayer de comprendre les conflits qui ont pu exister, ou les malentendus qui ont pu exister. Et après 20 ans nous devons regarder vers le futur, pas vers le passé.

Je pense qu’on a une bonne occasion ici de comprendre où sont nos intérêts communs.

ALAN GREENBERG:

Si je vous ai bien entendu, vous avez dit qu’avec les années, ALAC est devenue de plus en plus une organisation pour les PME? Je n’ai jamais entendu cela, hein. Je suis curieux de voir d’où vient ce message.

WOLFGANG KLEINWATCHER:

Bien parfait, je suis prêt à expliquer un petit peu. Il y a eu beaucoup de conversations qui ont eu lieu. Et beaucoup de gens ont cette sensation. Je ne suis pas le seul. Si ce n’est pas correct, vous devez modifier votre message clef auprès de la communauté pour éclaircir.

ALAN GREENBERG:

On nous a dit qu’on avait beaucoup de chapitres de la société internet ici présents, ils se focalisent sur le secteur commercial et sur le business. C’est ce qu’on dit, mais ce n’est pas vraiment non plus vrai. Donc il y a un peu de manque de compréhension sur ce que nous faisons.

Mais personnellement, je suis là depuis 12 ans, et je n’avais jamais entendu cela auparavant.

WOLFGANG KLEINWACHTER: Le dialogue est la meilleure manière d’éviter les malentendus.

ALAN GREENBERG: Nous avons Sébastien et puis Satish.

SEBASTIEN BACHOLLET: Merci. Wolfgang, vous êtes la personne qui a les meilleures informations concernant l’histoire d’ICANN, et des fois il me semble que vous vous éloignez de la situation réelle.

Vous parlez d’At-Large, lors des élections de 2000, il n’y avait pas de société civile en tant que telle. Cela est venu lorsque le WSIS a été créé.

Et à ICANN, ça n’a jamais été le cas. Nous n’avons jamais organisé les IGF par exemple. Et lorsque ALAC et le nouvel At-Large on va dire - toute l’organisation que nous connaissons avec son évolution organisation créée en 2002, et établie en 2007 avec les 5 RALO - nous n’avons jamais parlé de la société civile. Ce terme est arrivé plus tard au sein d’ICANN. Et il provient de l’IGF.

Je ne vois aucun inconvénient, on peut utiliser le même terme, mais je crois qu’ici il y a des points différents. Même si certaines parties de l’organisation sont toutes les deux tournées vers la société civile, mais ici nous représentons la voix des utilisateurs finaux. Et vous pouvez

nous mettre dans un coin ou dans l’autre, nous allons toujours – et je l’espère bien – dire que At-Large est la voix des utilisateurs finaux.

Comment est-ce qu’on s’organise? Si on est une association de consommateurs, si on est une association d’informatique ou de technologie de l’information? Peu importe. Si vous organisez des personnes, des AG ou des jeunes peu importe, si vous regroupez des utilisateurs finaux, vous êtes At-Large, votre organisation s’est At-Large.

Ensuite, comment on s’organise, c’est une autre question.

Par conséquent, si NCUC, NCSG, préfèrent être la voix de la société civile et parler au nom de la société civile, personnellement, je suis tout à fait d’accord, mais n’essayez pas d’importer ces manières de parler. Pas de penser, de parler. Essayez de ne pas appliquer cela à nous-mêmes, parce que ça va créer des difficultés.

Pour ce qui est des PME que vous dites que nous représentons, il faudrait regarder qui sont les membres d’At-Large, les RALO, etc. Toutes ces associations essaient d’être le plus proche possible de la population des utilisateurs finaux pour les représenter.

Donc j’espère vraiment que Wolfgang, vous êtes la personne qui connaît le mieux tout cela, et je suis donc sûr que vous comprenez exactement ce dont je parle.

Merci.

ALAN GREENBERG: Vous voulez répondre Wolfgang?

WOLFGANG KLEINWACHTER: Je ne veux pas remonter dans l’histoire. Cette réunion est ici une occasion de construire pour le futur et de faire fonctionner le modèle multipartite d’ICANN, de le rendre plus solide et de couper une tendance qui n’est pas encore visible, mais qui existe peut-être.

Et l’équilibre entre les parties prenantes au sein d’ICANN va changer de direction. C’est quelque chose de négatif. ICANN est une organisation multipartite, toutes les parties prenantes doivent être représentées pour l’élaboration de politiques. Et il y a beaucoup de potentiel que l’on s’appelle At-Large, société civile, utilisateurs finaux, PME, peu importe. Les PME sont aussi des utilisateurs finaux, c’est clair.

Et on peut se demander ce qu’est la société civile, ou les utilisateurs finaux, mais ça n’a aucun sens. Il faut combler les brèches et il faut mettre l’accent sur le rôle de la société civile. Ce n’est pas celui des gouvernements, c’est celui de la société, de la communauté. Nous devons la rendre plus forte.

ALAN GREENBERG: Satish.

SATISH BABU: Moi aussi je suis membre de NCSG et de At-Large, je suis devenue un membre du NCSG après être devenue membre d’At-Large, parce que

la société civile existe dans les deux endroits, et je voulais avoir une autre perspective pour le même problème.

Et je dirais que c'est intéressant. Grâce au NCSG et la NCUC j'ai des perspectives différentes.

Cela dit, je voudrais souligner le fait que l'opinion concernant les organisations, les PME, n'est pas correcte. Et qu'on peut parler avec eux, mais que nous ne nous focalisons pas sur des membres individuels.

Donc nous changeons notre stratégie, et c'est un petit peu... C'est une question qui nous préoccupe, que ces interprétations existent, alors que nous avons une relation très saine avec d'autres parties de l'ICANN.

ALAN GREENBERG:

Je répète, Wolfgang est là mais ce n'est pas encore la réunion avec le NCSG. Et c'est un hasard si Wolfgang est là et que le sujet a été mis sur la table.

Et c'est une bonne manière d'ouvrir le sujet. Deux commentaires.

Premièrement, selon les statuts constitutifs, nous sommes le foyer – un terme horrible – des utilisateurs finaux. On ne dit pas les utilisateurs finaux, on parle des individus, on ne parle pas des PME, on parle des utilisateurs finaux et des personnes qui utilisent internet.

Ensuite, si vous utilisez la terminologie de l’IGF, nous sommes la société civile selon eux. Parce que nous représentons ces gens, ce groupe de gens.

On m’a dit qu’il y a un petit groupe au sein d’At-Large qui va vous dire quand on leur dit que nous représentons la société civile : ils vont dire non, nous ne représentons pas la société civile. Par exemple les groupes de consommateurs, ils pensent qu’ils ont un rôle à jouer et qu’ils ne sont pas la société civile.

Mais la plupart des groupes au sein d’At-Large ne seraient pas très vexés si on leur disait qu’ils appartenaient à la société civile.

Selon la terminologie de l’IGF, nous représentons la société civile. Est-ce que nous nous considérons comme la société civile ? Est-ce que nous pouvons nous considérer comme étant la société civile, comme d’autres pensent que nous le sommes ? Et bien en tout cas, nous ne sommes pas des éducateurs, nous ne sommes pas des techniciens. Voilà, je voulais préciser cela.

Nous avons Hadia et Wale, Marita, et Jonathan lève la main. Et Tijani est revenu parmi nous. Bien nous avons donc Hadia, Wale, Marita, Tijani, Jonathan, Yrjo. Dans cet ordre s’il vous plait. Allez-y, la première personne.

HADIA ELMINIAWI:

J’ai un commentaire rapide. ? Je voudrais sortir de cet étiquetage de ce que sont les utilisateurs finaux. Je dirais simplement que : qui

représente l'utilisateur d'internet qui est assis derrière son ordinateur, et qui essaye d'envoyer un email et d'utiliser son navigateur, etc. ?

Donc je pense que nous représentons l'intérêt de ces utilisateurs, de ces simples utilisateurs d'internet, sans qu'il ne soit nécessaire de mettre une étiquette, un titre, pour savoir s'il s'agit de la société civile, des titulaires de noms de domaines, ou autre. Mais pas le secteur commercial, puisque nous représentons des utilisateurs finaux d'internet simples utilisateurs d'internet.

ALAN GREENBERG:

Bien nous devons arrêter cette conversation, parce que sinon quand ils vont arriver ici, nous devons la reprendre.

Marita.

MARITA MOLL:

Excusez-moi, je suis un petit peu perdue dans la discussion.

Je voulais dire, vous avez dit qu'il fallait qu'il y ait une discussion entre ces deux groupes, je voulais y participer, voir comment on pouvait coopérer. On travaille en silo, on ne se connaît pas, on ne sait pas ce que font les autres, et je crois que nous devons éviter cela.

Que nous soyons d'accord ou pas, peu importe si nous sommes la même chose ou pas, peu importe, puisque nous avons des points communs, nous devons essayer de travailler ensemble. Merci.

ALAN GREENBERG:

Tijani.

TIJANI BEN JEMAA:

Merci beaucoup.

Les parties prenantes ne sont pas les mêmes partout. Par exemple, si vous prenez un hôpital, les parties prenantes sont les médecins, les infirmières, le personnel administratif et les patients. Il n’y a pas de société civile.

L’ICANN, c’est la même chose. Les parties prenantes d’ICANN sont les parties contractantes pour les noms génériques, ça peut être la GNSO, ça peut être le NCSG, le NCUC aussi, At-Large, les utilisateurs finaux, et la ccNSO pour le code géographique. C’est différent, c’est un autre environnement.

Si nous voulons copier un environnement ou l’autre, nous allons nous perdre, comme nous le sommes maintenant.

Donc je crois qu’ICANN devrait avoir ses parties prenantes, telles qu’elles sont, ne pas essayer de transposer ce qui existe déjà ailleurs.

ALAN GREENBERG:

Merci Tijani. Si la NCSG veut s’appeler la société civile, pourquoi pas ? Jonathan ?

JONATHAN ZUCK:

Donc je ne voudrais pas marcher sur les pieds de qui que ce soit, mais personne n’a fait la distinction entre ALAC, la NCSG, la séance qui s’est

déroulée un petit peu plus tôt cette semaine. Il y avait une séance commune.

La NCSG se concentre souvent beaucoup plus sur les droits. Et je crois que c'est tout à fait valide. Et il me semble que moi je viens de la société civile, j'ai une organisation à but non lucratif, et j'ai choisi At-Large parce que j'ai pensé qu'ils étaient plus orientés vers mes intérêts, et plutôt que la défense des droits de la NCSG.

Donc c'est une distinction qui me convient tout à fait. Et je ne crois pas qu'on devrait être préoccupés de cette distinction.

ALAN GREENBERG:

Oui, en effet, c'était assez clair, dans les débuts de la discussion que si vous avez un intérêt dans les droits de l'homme, la liberté d'expression, le respect de la vie privée, la NCSG est mieux faite pour vous que At-Large.

L'utilisation de l'internet, par contre, c'est plus At-Large. Yrjo.

YRJO LANSIPURO:

Moi, je crois que nous avons ces difficultés de placer ALAC, At-Large, nous avons une seule dimension, un point de vu un petit peu corporatiste des choses et on divise un petit peu trop les gens à l'ICANN.

Je crois que les utilisateurs finaux pourraient voir que nous sommes simplement à une autre dimension mais dans le même espace.

Toute personne devient un utilisateur individuel, même si on est dans une petite ou moyenne entreprise. Donc je crois qu’on peut développer un concept à deux dimensions, et qu’on n’est pas au même niveau.

Il y a donc diverses fonctions, il y a les bureaux d’enregistrement, les registres, le prestataire de service internet et ainsi de suite.

ALAN GREENBERG:

Oui, oui. Je crois que tant qu’on ne change pas la terminologie, on doit plus se concentrer sur les membres individuels peut-être.

Et il y a une personne que je ne vois pas, que j’ai oubliée je crois, qui voudrait prendre la parole.

DANIEL NANGHAKA:

Merci beaucoup. Je crois que je suis un petit peu perdu par ce débat. Cela prête à confusion. Il est très clair que At-Large était, à l’origine. Après At-Large il semble qu’il y ait eu une scission avec la création de la NCSG, le groupe des représentants des entités non commerciales. Donc je ne sais pas si j’ai raison ou pas.

Donc j’aimerais clarifier un petit peu les choses. Parce que NCSG et At-Large semblent avoir les mêmes objectifs.

ALAN GREENBERG:

Moi j’étais plus ou moins ici au début, mais pas vraiment au début.

Lorsqu’ICANN a commencé, il y a eu la communauté At-Large, c’était tout le monde, dans le monde entier qui avait une adresse email et qui choisissait de voter à une élection pour les directeurs de l’ICANN, les membres du conseil d’administration de l’ICANN.

Ensuite, la décision a été prise – et on ne va parler de cette décision politique – on a aboli le concept de membre du conseil d’administration élu par tant de personnes, ces utilisateurs finaux du monde entier. Et un comité a été créé pour nommer les membres du conseil d’administration, les directeurs, et l’ALAC, At-Large, avec le même nom, a été créé.

Nous en avons l’incarnation ici même. Cela a pris beaucoup d’années à se développer évidemment.

Donc le NCUC, avait sa charte dans le DNSO qui est devenu ccNSO et GNSO, après scission, et le NCUC, l’unité constitutive des entités non commerciales, a été chapeauté par le NCSG.

Donc est-ce que cela clarifie les choses ?

DANIEL NANGHAKA: Merci beaucoup. En effet c’est plus clair.

ALAN GREENBERG: Oui. Il y a des politiques. Nous, nous sommes un comité consultatif, donc on a une portée plus large.

Mais cela inclut également les noms de domaine de premier niveau. Et à l’ICANN, comme vous le savez, il y a tant de politiques sur les gTLD parce qu’on n’a pas beaucoup de politiques sur les ccTLD, et on n’a pas beaucoup de politiques sur le reste.

Donc nous allons prendre une pause de quelques minutes et nous allons être rejoints par ces personnes provenant du groupe des représentants des entités non commerciales.

J’espère que nous avons assez de chaises pour qu’ils puissent nous rejoindre autour de la salle. Donc j’en compte 12, nous avons au moins 10 sièges. Voyons combien de personnes vont nous rejoindre.

Donc si vous vous sentez un peu coupable, laissez votre place autour de la table.

Alberto ? Alberto vous êtes membre de l’ALAC, vous pouvez décider de vous asseoir là-bas, cela ne pose aucun problème. Vous pouvez vous asseoir là où vous le désirez.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]